

# RWANDA-UGANDA: CHRONIQUE D'UNE GUERRE ANNONCÉE?

par Bernard Leloup

## Abstract

In the eyes of many observers, present-day Rwanda and Uganda appear to be unshakeable allies, reflecting the bond of friendship between their respective leaders, Paul Kagame and Yoweri Museveni. In August 1999, however, the Rwandan and Ugandan armies turn against each other in the battle of Kisangani, the open expression of a profound dispute between both countries.

Going back in time, one sees that frictions between the “allies” are already apparent from the first Congo war: differences regarding not only the way this war should be waged, but also the birth of a more psychological difference of opinion between Kagame and Museveni.

The second war further highlights the conflict between both countries, while the chasm between both leaders increases. We witness the first armed conflicts, which open the door for a dynamic which could rapidly become uncontrollable, fuelled by certain groups within both armies between whom no love is lost.

## 1. INTRODUCTION

Pour bon nombre d'observateurs, le Rwanda et l'Ouganda contemporains apparaissent comme d'indéfectibles alliés, à l'image de l'amitié qui unit leurs dirigeants respectifs, Paul Kagame et Yoweri Museveni. Comment pourrait-il en être autrement? Les deux leaders se connaissent depuis longtemps. Kagame rejoint le FRONASA<sup>1</sup> au moment où ses troupes pénètrent en territoire ougandais avec l'armée tanzanienne<sup>2</sup>. Quelques mois plus tard, il fait partie des 26 “*originals*” qui, aux côtés de Museveni, attaquent le 6 février 1981 la *Kabamba Military School*, marquant ainsi le début de la guérilla qui les amène finalement à prendre le pouvoir le 26 janvier 1986<sup>3</sup>. Gérard Prunier ajoute que Kagame fait partie du petit noyau d'amis qui reste proche de Museveni durant la période difficile du gouvernement provisoire et se tient à ses côtés après les élections de 1980, qui voient la déroute de son parti; «[il partage] *ses opinions nationalistes de gauche, sa défiance envers l'Occident, sa haine de la dictature et sa foi en la puissance rédemptrice de la “guerre populaire”, alors le B.A.-B.A. des jeunes politiciens “progressistes” du tiers monde*»<sup>4</sup>. Au fil de ces

---

<sup>1</sup> *Front for National Salvation*, la milice combattante créée en 1973 par Museveni durant son exil en Tanzanie.

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur cette guerre et son contexte politique, voir AVIRGAN, T., HONEY, M. (Eds.), *War in Uganda*, Dar-es-Salaam, Tanzania Publishing House, 1983.

<sup>3</sup> Sur cette période en Ouganda, voir PRUNIER, G., «La recherche de la normalisation (1979-1994)», PRUNIER, G., CALAS, B. (dir.), *L'Ouganda contemporain*, Paris, Karthala, 1994, p.131-158, et BERNT HANSEN, H., TWADDLE, M. (Eds.), *Uganda Now*, Londres, James Currey, 1988.

<sup>4</sup> PRUNIER, G., *Le génocide*, Milan, Dagorno, 1997, p.89.

années, la persécution provoque l'enrôlement dans la *National Resistance Army* (NRA) d'un nombre important de Rwandais. En janvier 1986, lorsque le mouvement de Museveni s'empare de Kampala et que ce dernier devient président, 20 à 25% de ses effectifs sont des *banyarwanda*<sup>5</sup>. C'est ainsi qu'au lendemain de la victoire, des fonctions importantes au sein de l'Etat sont confiées à des Rwandais: Paul Kagame, pour ne citer que lui, devient directeur-adjoint des services de renseignements militaires, avant d'en occuper la direction par intérim.

De même, tout au long de la guerre civile rwandaise, d'octobre 1990 à juillet 1994, l'implication ougandaise est indéniable. Le Front patriotique rwandais (FPR) bénéficie, outre les sympathies politiques, d'une aide militaire de certains éléments de la NRA<sup>6</sup>. Arrivé au pouvoir, Paul Kagame s'assure du soutien de l'Ouganda dans l'opération qu'il souhaite mener en automne 1996 contre les camps de réfugiés rwandais au Kivu<sup>7</sup>.

Au mois d'août 1999, «*the impossible happened*»<sup>8</sup>. Un an après le début d'un engagement conjoint destiné cette fois à renverser Kabila, les armées rwandaises et ougandaises se retournent l'une contre l'autre. C'est la bataille de Kisangani. La presse internationale rapporte abondamment l'événement et beaucoup s'interrogent. S'agit-il d'un incident de parcours isolé, d'une "querelle de famille", résultat d'un mélange de "confusion" et de "malentendus" entre soldats sur le terrain? Faut-il au contraire annoncer une guerre prochaine entre les deux pays, traversé au plus haut niveau par un différend majeur? C'est entre ces deux interprétations extrêmes que nous tenterons d'offrir au lecteur des éléments d'appréciation du contentieux rwando-ougandais.

## 2. DES FRICTIONS ENTRE ALLIES APPARAISSENT DES LA PREMIERE GUERRE DU CONGO

### 2.1. Des divergences sur la manière de conduire la guerre<sup>9</sup>

<sup>5</sup> PRUNIER, G., «L'Ouganda et le Front patriotique rwandais», GUICHAOUA, A. (dir.), *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, Lille, Université de Lille, Faculté des Sciences économiques et sociales, 1992, p.45.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p.48. Voir aussi REYNTJENS, F., *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi: 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994, pp.151-153.

<sup>7</sup> Filip Reyntjens note que pour attaquer le camp de Kibumba, des éléments armés rwandais entrent en Ouganda par le poste frontière de Cyanika et transitent à travers la région de Kisoro; un tel parcours n'aurait évidemment pas pu être effectué sans l'aval des autorités ougandaises (REYNTJENS, F., *La guerre des Grands lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.65).

<sup>8</sup> Ce sont les mots du rédacteur en chef du quotidien ougandais *The Monitor*, Charles Onyango-Obbo, dans *The East African*, 30 août-5 septembre 1999.

<sup>9</sup> Nous avons choisi, dans cet article, de particulièrement mettre en lumière les aspects politiques du contentieux.

Yoweri Museveni est très clair sur ce sujet, la seule idée de se trouver dans une situation de dépendance vis-à-vis d'une armée étrangère est pour lui inconcevable: «[i]deologically, it is repugnant to my understanding to have foreign troops defending me except for training, probably; and, if unavoidable, for limited support roles. [...] [D]uring the anti-Mobutu struggle, I tried to convince Kabila not to rely so much on the Rwandese to fight for him. At one time I almost convince the Rwandese about this»<sup>10</sup>.

Le président ougandais pointe ensuite trois problèmes au sein de l'AFDL<sup>11</sup>, formée «avec les encouragements du Rwanda»: «sa faible représentativité politique [...], l'absence de procédures quant à la prise de décision, avec le danger de l'émergence d'un seul homme à sa tête, et ce en peu de temps, et le fait qu'elle n'a pas veillé à construire sa propre organisation [...] et disposer de sa propre armée, mais s'est contentée de profiter de l'armée rwandaise»<sup>12</sup>. On peut se demander dans quelle mesure ces propos ne s'adressent pas autant à Paul Kagame qu'aux parlementaires devant lesquels ils sont prononcés. Le moment choisi par Museveni pour s'exprimer publiquement sur ces questions n'est-il pas éloquent? Son discours intervient en effet au début de la seconde guerre, peu de temps après la formation du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), à laquelle l'Ouganda n'est d'ailleurs pas associé. Il est en tout cas frappant de constater que ce sont fondamentalement les critiques ainsi formulées à l'encontre de l'AFDL qui seront à la base de la création, quelques semaines plus tard, d'un mouvement rival, le MLC (voir *infra*), et qui mèneront finalement à l'éclatement du RCD.

Quelques semaines auparavant, Museveni avait tenu les mêmes propos au sommet régional de Harare: «I was [...] worried about the direct involvement of the Rwandese troops in the combat role. I preferred that they only remain in a training role». Et de craindre que l'utilisation de troupes étrangères ne fausse artificiellement l'issue d'un conflit: «one get artificial winners and losers; the political problem, therefore remain unresolved because the winners win artificially and the losers lose artificially. [...] If one combines a scenario of artificial winners and political exclusion, one is setting a stage for future political problems. Since somebody is relying on external support primarily, he neglects internal, political integration. He neglects making the necessary compromise internally because he is relying on external support to muffle internal fissures. Furthermore, from the little I could gather, the lack of structures and lack of broad representation in the Alliance was worrying. [...] My fear was that only future complications in Congo would be blamed on the regional leaders that, without doubts, decisively and quickly, tilted the balance of forces in favour of the Alliance»<sup>13</sup>.

<sup>10</sup> MUSEVENI, Y., discours prononcé devant le Parlement ougandais, 16 septembre 1998.

<sup>11</sup> Alliance des forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre), dont Kabila est le porte-parole avant d'en prendre la direction.

<sup>11</sup> MUSEVENI, Y., discours prononcé devant le Parlement..., *loc. cit.*; traduction personnelle.

<sup>13</sup> MUSEVENI, Y., discours prononcé au sommet régional de Harare, 8 août 1998, reproduit dans *The*

Ces déclarations montrent l'existence de divergences entre le Rwanda et l'Ouganda sur la manière de conduire la guerre. Côté rwandais, on revendique volontiers le caractère directif de l'initiative entreprise, même si l'on semble penser qu'il aurait été préférable que les rebelles congolais fassent le gros du travail en combattant les troupes de Mobutu.<sup>14</sup> Sur ce point, Kagame reconnaît d'ailleurs son désaccord avec Museveni: «*[t]he most serious objections to direct involvement in the anti-Mobutu rebellion came from Uganda*»<sup>15</sup>. En fait, l'Ouganda envisage plutôt une solution qui n'implique pas le départ de Mobutu, solution proche de la proposition sud-africaine et soutenue par les Etats-Unis en faveur d'une autorité de transition autre que celle de Kabila et de son alliance. Le Rwanda, au contraire, souhaite le départ de Mobutu<sup>16</sup>.

Lorsqu'enfin, Museveni propose d'organiser une conférence nationale de toutes les forces politiques anti-Mobutu, il se voit opposer une fin de non-recevoir: «*[s]ince this was quite a big war involving regional troops, I was of the opinion that a national conference of all anti-Mobutu political forces should have been organised into an ultimate body that would select the future government of Congo instead of leading it to the alliance whose internal mechanisms of decision-making were not known to us. [...] [J]ust before the fall of Kinshasa, I suggested the idea [...] to His Excellency Bizimungu, His Excellency Mkapa, Mwalimu Nyerere and His Excellency Kagame. The majority of them, however, thought it was a bit late and we should remain close to Kabila, advising him*»<sup>17</sup>. Le Rwanda, en particulier, reproche à l'Ouganda de subordonner des considérations politiques aux questions sécuritaires<sup>18</sup>. Museveni s'incline, laissant libre cours à l'interventionisme rwandais et celui, décisif, de l'Angola. Le Rwanda arrive ainsi à ses fins, laissant les Ougandais sceptiques. Selon un proche collaborateur de Museveni, «*[Kabila's Alliance] had hardly any struggle, any fights. [...] [T]hey have no cadres, no comradeship, no cohesive group. [...] [T]hey lack any experience in running affairs of state*»<sup>19</sup>. Comme le suggère Gérard Prunier, «*[l]a vision du Haut-Zaïre depuis Kampala est très différente de celle des deux Kivu depuis Kigali. Celle de Kampala s'accommode parfaitement d'un gouvernement congolais indépendant et efficace, le souhaite même, ce qui constitue une différence radicale avec la politique de Kigali qui voudrait satelliser "ses" Congolais*»<sup>20</sup>.

---

Monitor, 2 June 1999.

<sup>14</sup> *The Washington Post*, 9 July 1997.

<sup>15</sup> *Weekly Mail and Guardian*, 8 August 1997.

<sup>16</sup> *Ibid.*; *The Washington Post*, 9 July 1997. L'interview de Kagame publiée par *Le Soir* dans son édition du 2 décembre 1996 rend déjà clairement compte des intentions de l'homme fort du Rwanda.

<sup>17</sup> MUSEVENI, Y., discours prononcé au sommet régional..., *loc. cit.*

<sup>18</sup> *The East African*, 20-26 September 1999.

<sup>19</sup> Cité dans *Weekly Mail and Guardian*, 8 August 1997.

<sup>20</sup> PRUNIER, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», *Politique africaine*, n°75, Paris, Karthala, octobre 1999, p.47.

## 2.2. La volonté d'émancipation rwandaise

Dans *The Washington Post* du 9 juillet 1997, le désormais célèbre article de John Pomfret nous apprend que le gouvernement rwandais planifie et dirige la rébellion au Congo, que l'armée rwandaise participe à la prise d'au moins quatre villes, dont Kinshasa, la capitale, et que, bien avant le début de la rébellion, le Rwanda fournit armes et entraînement; enfin, le projet de renverser Mobutu prend lui aussi naissance dans ce pays; quant aux rebelles congolais, Kagame estime qu'ils ne sont pas prêts à assumer seuls un tel défi. Mais si les rebelles sont ainsi réduits au statut d'auxiliaires dans un processus initié et mené par le Rwanda, l'Ouganda, lui, n'est même pas mentionné par Kagame. Il y a bien cette évocation d'un partage du fardeau<sup>21</sup>, mais pour rappeler que c'est le Rwanda qui en supporte la plus grande partie. Comme la plupart des analystes l'ont relevé, ces propos ont pour but de se rappeler à l'existence de Kabila. Mais ne sont-ils pas aussi destinés à l'Ouganda? En s'arrogeant ainsi le rôle du meneur, en donnant l'impression que c'est surtout le Rwanda qui s'est investi, Kagame ne veut-il pas aussi signifier à Museveni qu'il a grandi et qu'il est lui aussi désormais capable de "faire roi"<sup>22</sup>? D'après Filip Reyntjens, le Rwanda semble souhaiter assumer un leadership régional<sup>23</sup>. De passage à Bruxelles le 15 juin 1997, Denis Polisi, alors secrétaire général du FPR<sup>24</sup>, affirme que le Rwanda est devenu la «*pièce maîtresse*» dans la région des grands lacs et que «*plus rien ne pourra se faire désormais (dans cette région) sans passer par le Rwanda*». Et d'ajouter que «*le Rwanda vient de résoudre le problème du Zaïre et s'apprête à en résoudre d'autres dans la région*»<sup>25</sup>. C'est aussi l'impression que l'on retire lorsque Kagame affirme, à propos des derniers développements de la situation au Zaïre: «*je crois que c'est bon pour le Rwanda, pour toute la région sinon pour tout le continent*»<sup>26</sup>.

## 3. LA DEUXIEME GUERRE CRISTALLISE L'OPPOSITION ENTRE LES DEUX PAYS

### 3.1. Un contexte des plus instable

C'est probablement au printemps 1998 que se forme un axe Kigali-Kampala avec le dessein de renverser Kabila. Vraisemblablement décidée la dernière semaine

<sup>21</sup> Dans *Weekly Mail and Guardian*, 8 August 1997.

<sup>22</sup> Suivant l'expression de Marie-France Cros dans *La Libre Belgique*, 16 juillet 1997.

<sup>23</sup> REYNTJENS, F., *La guerre des Grands Lacs...*, op. cit., p.170.

<sup>24</sup> Il en est aujourd'hui membre du bureau politique et député à l'Assemblée nationale.

<sup>25</sup> Cité par REYNTJENS, F., *La guerre des Grands Lacs...*, op. cit., p.170.

<sup>26</sup> *Le Soir*, 9 avril 1997. Le vrai chef n'est-il pas celui qui sait ce qui est bon pour ceux qu'il prétend avoir sous son autorité?

du mois de juillet, sous la pression de James Kabarebe<sup>27</sup>, l'offensive est déclenchée le 2 août. Des troupes rwandaises et ougandaises en sont le fer de lance. C'est principalement l'"ingratitude" de Kabila envers ses parrains –c'est-à-dire ses tentatives répétées de se défaire du carcan dont ils l'ont affublé– qui prépare le terrain de cette nouvelle guerre. Ce sentiment s'exprime notamment par la dénonciation de l'exploitation informelle de différentes concessions minières congolaises, pratiquée sans l'accord du gouvernement<sup>28</sup>. Le Rwanda et l'Ouganda estiment également que Kabila n'a pas les moyens ni même la volonté de rencontrer leurs préoccupations sécuritaires.

Les deux pays sont en effet confrontés à des défis militaires majeurs. Dans le cas de l'Ouganda, Gérard Prunier rapporte qu' «[u]n peu plus de 3000 hommes [...], mélange hétéroclite de survivants du WNBLF [West Nile Bank Liberation Front], d'anciens FAZ [Forces armées zaïroises], de déserteurs du SPLA [Sudan People's Liberation Army] et de soldats des forces régulières soudanaises» se trouvent dans le parc national de la Garamba<sup>29</sup>. «Pas encore capables d'opérations offensives, ils [sont] cependant en voie de reformation sous l'égide des services spéciaux de l'armée soudanaise basés à Juba»<sup>30</sup>. Par ailleurs, l'opération conjointe des forces armées ougandaises et congolaises qui débute en décembre 1997<sup>31</sup> (voir *infra*) dans le Ruwenzori n'atténue que partiellement la menace que fait planer l'ADF<sup>32</sup> sur les régions frontalières. Quant au Rwanda, il est confronté à une déstabilisation croissante. Les anciennes forces armées rwandaises (FAR) et les *interahamwe* sont en partie basés dans les provinces du Nord et Sud-Kivu d'où ils lancent des attaques au Rwanda.

Présent dans la zone durant les mois qui ont précédé la guerre, voici l'évaluation que nous faisons de la situation. «Deux opérations militaires d'envergure sont actuellement en cours au Kivu: la première dans la zone [aujourd'hui territoire] de Masisi, la seconde dans celle de Beni. Toutes deux ont débuté à la fin de l'année 1997. Dans le Masisi, la situation est extrêmement tendue. Les forces de l'AFDL s'opposent à une coalition de combattants autochtones hunde, tembo et hutu, appuyés par les ex-FAR et les *interahamwe*. Encore aujourd'hui, les troupes gouvernementales sont ravitaillées par un hélicoptère de l'APR [Armée patriotique rwandaise, RPA en anglais] qui fait régulièrement la navette de Gisenyi à Mweso et Kichanga (collectivité de Bashali). [...] Dans la zone de Beni, l'armée ougandaise occupe la collectivité de Watalinga et partiellement celle de Ruwenzori, au niveau de

<sup>27</sup> Officier de l'armée rwandaise, il est chef d'état-major de l'armée congolaise jusqu'à sa révocation par Kabila le 11 juillet 1998.

<sup>28</sup> Agence France Presse, Kinshasa, 22 mai 1998.

<sup>29</sup> Situé en Province orientale dans le district du Haut Uele à la frontière avec le Soudan, il fait l'objet d'attaques soutenues de l'Ouganda dès le début de la guerre.

<sup>30</sup> PRUNIER, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», *loc. cit.*, p.52.

<sup>31</sup> Gérard Prunier situe la date du début des opérations au 19 décembre (*ibid.*).

<sup>32</sup> *Allied Democratic Front.*

*Mutwanga. Les populations civiles ont été déplacées de force à Rugetsi (13 kilomètres plus au sud). Plusieurs témoins font état d'enlèvements opérés par l'armée ougandaise en territoire congolais. Un vif ressentiment existe à l'égard de ces militaires. Par ailleurs, des troupes congolaises en provenance de Kinshasa débarquent régulièrement à l'aéroport de Goma pour se diriger vers le nord. Il s'agirait d'une opération conjointe entre les deux armées pour tenter de déloger les rebelles ougandais opérant à partir du territoire congolais»<sup>33</sup>.*

Nous poursuivons en décrivant l'instabilité qui semble atteindre le territoire de Lubero avec l'attaque, le 20 février, de la cité de Butembo. Les combats paraissent également s'étendre en direction de Walikale<sup>34</sup>. Dans le territoire de Rutshuru, les conditions de sécurité sont assez mauvaises et les incidents nombreux<sup>35</sup>.

Un ultime passage mérite encore d'être cité ici. *«Un élément nouveau m'est parvenu de deux informateurs militaires distincts: interahamwe et ex-FAR, alliés ou non avec des rebelles ougandais selon la source, auraient l'intention de prendre Goma et son aéroport. Trois faits concrets me font prendre cette information au sérieux: l'arrestation du chef d'antenne de l'OMS à Goma est un événement grave qui ne peut avoir été motivé que par un climat de nervosité au sein des forces armées; la diffusion d'un communiqué, mercredi 25 février, avant la demi-finale entre le Congo et l'Afrique du Sud, demandant qu'en cas de victoire, la population ne sorte pas dans les rues pour manifester sa joie; et la non-retransmission à la télévision du match de qualification de la Coupe d'Afrique des Nations opposant vendredi 27 février le Congo au Burkina-Faso»<sup>36</sup>. Nous poursuivons: «il faut signaler une forte tension au sein des forces armées depuis une semaine. Il est maintenant pratiquement avéré que des rebelles rwandais, éventuellement associés à d'autres groupes, avaient planifié une prise de Goma et un contrôle, fût-il temporaire, de son aéroport. [...] Toute la végétation entourant les installations aéroportuaires a été coupée»<sup>37</sup>.*

Cette dernière assertion nous paraît importante. C'est en effet du fait de la nécessité de protéger l'Ouganda, et notamment contre le Soudan par un contrôle des aéroports de l'est du Congo, que Museveni justifiera son intervention militaire dans le pays: *«[t]hat's all, that's all [the UPDF, Uganda People's Defence Forces] are doing, nothing else. They are not fighting. They are just at those airports. [...] For us, we don't want to see Sudan in Congo. And they are there now. They are in alliance*

<sup>33</sup> Notes personnelles, Nord-Kivu, janvier 1998. Nous nous étonnons des propos de Gérard Prunier selon qui «si le «petit peuple» congolais ne retirait évidemment rien de l'occupation ougandaise, il n'en souffrirait pas non plus» (PRUNIER, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», *loc. cit.*, p.52). Pendant la deuxième guerre, les plaintes à l'encontre de l'occupant ougandais se font de plus en plus nombreuses (Agence France Presse, Rutshuru, 12 octobre 1999); dans l'Ituri, en Province orientale, plusieurs sources dénoncent l'implication de l'Ouganda dans les tueries qui ont fait depuis juin 1999 des milliers de victimes et au moins 100.000 déplacés.

<sup>34</sup> Notes personnelles, Nord-Kivu, février 1998.

<sup>35</sup> Notes personnelles, territoire de Rutshuru, 22 février 1998.

<sup>36</sup> Notes personnelles, Goma, 27 février 1998.

<sup>37</sup> Notes personnelles, Goma, 12 mars 1998.

with Kabila»<sup>38</sup>. Nous voyons ici que la raison invoquée par le président ougandais n'est peut-être pas complètement dénuée de fondement<sup>39</sup>.

Il convient toutefois de relativiser l'importance de cette donnée sécuritaire comme facteur explicatif du déclenchement de la guerre. En effet, l'armée rwandaise et les forces ougandaises n'ont jamais cessé d'être actives dans l'est du Congo. Le Rwanda et l'Ouganda n'avaient dès lors pas tant besoin d'une nouvelle guerre pour protéger leurs frontières. Cet aspect des choses ne doit en tout cas pas occulter un autre enjeu majeur de la guerre: l'exploitation des ressources du Congo. Filip Reyntjens note que «*le Rwanda exporte des diamants, bien qu'il n'en produise pas un seul carat*»<sup>40</sup>. Sandrine Perrot souligne que «*[l']intervention de l'Ouganda au Zaïre [s'accompagne] de l'ouverture d'opportunités commerciales importantes au Nord-Kivu et de la réalisation de gros profits économiques autour de l'exploitation de ses ressources minières*»<sup>41</sup>. Gérard Prunier évoque l'«*emballement*» du corps expéditionnaire ougandais devant les perspectives offertes, Kisangani devenant «*la plaque tournante de tous les trafics*»<sup>42</sup>. Ainsi la protection d'intérêts économiques tient-elle une place au moins aussi importante que les questions de sécurité dans la décision d'intervenir au Congo.

### 3.2. Les premières confrontations armées

D'après le journal congolais *La Référence Plus*, un incident entre troupes rwandaises et ougandaises a lieu à Beni le 13 octobre 1998<sup>43</sup>. S'il est difficile de connaître les circonstances précises de cet affrontement dont on a peu parlé –pour peu qu'il se soit effectivement produit–, on peut cependant dire qu'il intervient après des propos très durs échangés par les deux armées l'une envers l'autre. Tandis que *The Monitor* cite James Kazini<sup>44</sup> parlant des soldats rwandais comme étant «*arrogant and undisciplined*»<sup>45</sup>, l'hebdomadaire rwandais *The New Times* dénonce l'affairisme de Salim Saleh<sup>46</sup> et le fait que lui et sa clique ont réduit les UPDF «*to a thieving gang*»<sup>47</sup>. C'est dans ce contexte qu'une rencontre au sommet réunit le 14 octobre une délégation de chacun des deux pays autour de Paul Kagame et Yoweri Museveni. Selon Hope Kivengere, l'attachée de presse du président ougandais, «*top Rwandan and Ugandan military officials discussed ways of strengthening bilateral cooperation*

<sup>38</sup> *Voice of America*, 15 October 1998.

<sup>39</sup> Ce qui n'enlève en rien le caractère parfaitement illégal de l'opération entreprise.

<sup>40</sup> REYNTJENS, F., *La guerre des Grands Lacs...*, op. cit., pp.236 et s.

<sup>41</sup> PERROT, S., «Entrepreneurs de l'insécurité. La face cachée de l'armée ougandaise», *Politique africaine*, n°75, Paris, Karthala, octobre 1999, p.69.

<sup>42</sup> PRUNIER, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», loc. cit., p.51.

<sup>43</sup> *La Référence Plus*, 16 octobre 1998.

<sup>44</sup> Chef d'état-major de l'armée ougandaise.

<sup>45</sup> *The Monitor*, 10 October 1998.

<sup>46</sup> Demi-frère de Museveni et ancien chef d'état-major de l'armée ougandaise.

<sup>47</sup> *The New Times*, 12-18 October 1998.



*and steamlining their methods of work*»<sup>48</sup>. Interrogé par *The Monitor*, le major Wilson Rutayisire estime que «*while it is normal for Kagame and Museveni to meet regularly for consultations, it is highly probable that they discussed the recent press reports regarding the relationship between the UPDF and RPA*»<sup>49</sup>. «*I don't think these allegations would be something to omit in such a discussion [...]. Any dirty spot between the RPA and the UPDF, however founded or unfounded cannot be overlooked in such a meeting*»<sup>50</sup>. Et le directeur de l'Office rwandais d'information d'ajouter: «*the misunderstanding between the RPA and some UPDF officers is at individual level, and cannot cause cracks between the two armies at institutional level*»<sup>51</sup>.

Un mois plus tard, un autre incident dénote du malaise persistant entre les deux armées. Dans son édition du 11 novembre, *The New Vision* fait état d'un commandement militaire commun entre Rwandais et Ougandais dans l'est du Congo. Le quotidien ougandais précise que James Kazini est à la tête de ce commandement, qui comprend 17 Ougandais, 10 Rwandais et 5 rebelles du RCD. Le lendemain, ces affirmations sont rejetées en bloc par Wilson Rutayisire.

Pratiquement au même moment, l'apparition du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba exacerbe encore davantage la tension. Celle-ci culmine à la mi-décembre, lorsque de violents affrontements opposent à Beni des éléments de l'APR et des UPDF, faisant plusieurs dizaines de victimes. Selon *The Monitor*, qui fait état de ces informations, «*fighting broke out between the two sides after they disagreed on which rebel group to support. Uganda now appears to be shifting their support to the [...] MLC [...] which is active in Equateur province, while the Rwandans back the mainstream [...] RCD*»<sup>52</sup>. Dans son édition du 27 décembre, le même journal affirme: «*[t]he recent skirmishes came against the background of Kigali's growing displeasure and suspicion of Kampala's designs in the Congo. The Rwandese are more inclined towards the RCD, led by elderly university don, Prof. Wamba dia Wamba, while the Ugandans see rival rebel leader and son of DRC's richest men, Jean-Pierre Bemba, as heaving more potential to be a popular leader of the Congolese insurrection*». Et un officier ougandais, cité par le quotidien, d'ajouter: «*[t]he RCD is nothing on the ground. They were just handpicked by Kigali after their planned coup against Kabila failed. [...] But when you go to areas where Bemba operates, you see some signs of real insurrection by the Congolese people themselves. The RCD on the other hand is nothing without Ugandan and Rwandan troops*»<sup>53</sup>. Côté rwandais, le major Emmanuel Ndahiro, le porte-parole du Ministère de la Défense, reconnaît implicitement l'existence et la

<sup>48</sup> *The Monitor*, 15 October 1998.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Cité dans *The Monitor*, 15 October 1998.

<sup>51</sup> *The Monitor*, 15 October 1998.

<sup>52</sup> *The Monitor*, 29 December 1998.

<sup>53</sup> *The Monitor*, 27 December 1998.

cause du problème lorsqu'il déclare que son pays et l'Ouganda entraînent à Beni des recrues, et que les officiers des UPDF ont souhaité que la plupart d'entre elles soient déployées dans le territoire contrôlé par Bemba, et non sous le commandement du RCD<sup>54</sup>. Des problèmes interpersonnels semblent également avoir joué un rôle dans ces événements: le journal révèle ainsi que Paul Kagame a écrit récemment à Museveni pour lui demander le renvoi de Kazini<sup>55</sup>. Quoi qu'il en soit de l'origine de ces affrontements, il apparaît clairement qu'à partir de ce moment, l'Ouganda a décidé d'un soutien, qui deviendra de plus en plus exclusif, au MLC. Une fois retenue l'option Bemba par les Ougandais, la rupture avec Kigali se profile inévitablement. Les alpinistes Kagame et Museveni sont en effet sur les versants opposés d'une même montagne dont le sommet n'est autre que Kinshasa, le but étant de l'atteindre et d'y installer son allié avant l'autre. Tandis que Museveni ne ménage pas ses efforts pour soutenir le MLC, le Rwanda garde tant bien que mal le contrôle du RCD.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la signature, le 18 avril à Syrte, d'un accord entre Museveni, Kabila et les présidents du Tchad et de l'Erythrée. Cette rencontre n'est pas autre chose, dans le chef de Museveni, qu'une tentative d'amadouer son homologue libyen afin qu'il cesse son soutien aux troupes tchadiennes qui appuient Kabila en Equateur. Museveni ressort considérablement renforcé de cet exercice et ce, à plusieurs égards. Non seulement il obtient le retrait des troupes tchadiennes, ce qui permet à Bemba de reprendre sa progression, mais il apparaît aux yeux de l'opinion comme un modéré qui seul veut vraiment la paix. Par là même, cette signature est un acte plutôt inamical envers le Rwanda, qui n'est consulté à aucun moment du processus, et dont l'absence en Libye le fait passer pour l'élément le plus extrémiste et le plus intransigeant de la coalition anti-Kabila. La réaction de Kigali est d'ailleurs sans ambiguïté: le gouvernement rwandais rejette l'accord intervenu, le qualifiant de «*nul et non avenue*»<sup>56</sup>. Par la suite, Kagame s'efforcera de corriger au plus vite cette image qui est faite de lui: moins d'un mois plus tard, il rencontre Kabila à Syrte et, deux semaines après ce sommet inédit, il annonce un cessez-le-feu unilatéral. Réponse du berger à la bergère? Probablement. La propension de Museveni à vouloir mener le jeu dans la région n'est décidément pas acceptable pour Kagame. En outre, la nouvelle percée de Bemba est un coup dur pour le Rwanda qui, bloqué dans son avancement, doit se contenter d'un RCD impopulaire et divisé. Un cessez-le-feu se justifie donc pleinement.

Encouragés par Museveni à unir leurs forces, Bemba et Wamba se rencontrent dès le mois de novembre en Ouganda. Wamba est alors sérieusement mis en garde par le Rwanda, qui veut éviter à tout prix une perte de contrôle du RCD. Le leader du RCD se retrouve ainsi dans une position très inconfortable, condamné à se plier aux injonctions contradictoires de ses deux parrains.

<sup>54</sup> *The Monitor*, 29 December 1998.

<sup>55</sup> *The Monitor*, 27 December 1998.

<sup>56</sup> *Radio Rwanda*, 21 avril 1999.

### 3.3. La bataille de Kisangani

Au mois de février, Wamba s'aligne sur la position ougandaise en quittant Goma pour s'installer à Kisangani. Il justifiera ce choix en déclarant qu'un «*undemocratic group in Goma pursuing selfish interests wanted to hijack the people's revolution*»<sup>57</sup>. Wamba rencontre alors Bemba à plusieurs reprises sous l'égide du président Museveni. A la suite d'une de ces réunions, *The Monitor* du 17 avril affirme que les deux leaders «*formed a new alliance*». *The New Vision* déclare que «*Bemba recently joined the main rebel faction of Prof. Wamba dia Wamba*» et, citant le leader du MLC, «*I am ready to work with Wamba because we have the same vision. I believe that we do not need foreigners to liberate Congo, we can do it ourselves. Victory is ours*»<sup>58</sup>.

La tension augmente alors de façon spectaculaire et se focalise sur Kisangani. Quelques semaines auparavant, des échauffourées s'étaient déjà produites à l'aéroport de la ville. Il semble que l'armée ougandaise y ait déjoué une tentative rwandaise d'évacuer sur Goma quatre officiers militaires du RCD, arrêtés pour avoir établi des contacts avec le MLC. Les quatre officiers purent ainsi rejoindre le mouvement de Jean-Pierre Bemba<sup>59</sup>. Peu de temps après cet incident, la presse congolaise rapportait l'information, donnée par le service de presse des FAC<sup>60</sup>, selon laquelle six Congolais et onze Ougandais avaient été tués à Kisangani par les Rwandais à la suite d'une manifestation d'hostilité à l'occupant<sup>61</sup>.

C'est donc dans un contexte passablement tendu qu'intervient la mise à l'écart du leader du RCD, remplacé le 19 mai par Emile Ilunga. Dès l'annonce de sa destitution, la crise s'approfondit dangereusement. L'Ouganda procède ainsi au retrait de ses troupes et de son matériel militaire des zones où se trouve l'armée rwandaise. Alors qu'il y a un mois, le chef d'état-major du Rwanda et celui de l'Ouganda passaient en revue leurs troupes à Kabalo, sur le front katangais<sup>62</sup>, on assiste maintenant à une évacuation massive des UPDF des régions de Goma, Bukavu, Kindu et Kalemie. D'après *The Monitor*, c'est sur ordre de Museveni que l'opération est engagée, celui-ci désignant le colonel Kahinda Otafiire pour la superviser<sup>63</sup>. Le 22 mai, de violents échanges de tirs entre militaires ougandais, rwandais et leurs alliés congolais respectifs, font plusieurs victimes à Kisangani. Directement liés à l'éclatement du RCD, il est probable que ces affrontements visent notamment à éliminer physiquement Wamba, qui s'estime toujours à la tête d'un RCD désormais

<sup>57</sup> Cité dans *The New Vision*, 7 August 1999.

<sup>58</sup> *The New Vision*, 7 May 1999.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Forces armées congolaises.

<sup>61</sup> Voir notamment *La Référence Plus*, 28 avril 1999.

<sup>62</sup> *Agence France Presse*, Kabalo, 13 avril 1999.

<sup>63</sup> *The Monitor*, 28 May 1999.

bicéphale. En l'absence de toute tentative d'apaiser les tensions, d'autres affrontements se produisent les 2, 3 et 4 juin. Dans le même temps, des propos très durs échangés par voie de presse confirment eux aussi la division croissante entre les UPDF et la faction du RCD restée loyale à Wamba d'une part, et l'APR et Emile Ilunga de l'autre. Jean-Pierre Ondekane blame ainsi personnellement James Kazini d'attiser le conflit en territoire rebelle. Et le vice-président du RCD-Ilunga d'ajouter: «*we deeply regret that Kazini is causing more harm than good*»<sup>64</sup>. Kazini se fait alors menaçant: «*I am now warning you to forthwith stop provoking us otherwise if you continue, I will attack and arrest you any time from today. So, stand warned*». Et de poursuivre: «*the current political confusion within RCD is purely as a result of unresolved political contradictions which must be blamed on you [...] the struggle you started only works to promote individual and selfish interests. [...] [Y]ou have singled out UPDF as a scapegoat for your weakness*». Il compare enfin Ondekane à un criminel qui devrait être arrêté et traduit en justice pour avoir trahis les Congolais<sup>65</sup>. La virulence de ces propos est explicite sur la volonté de chacune des parties d'en découdre militairement.

Le 7 août, les combats reprennent de plus belle, tandis que la bataille décisive a lieu du 14 au 17 de ce mois. La ville est le théâtre d'intenses affrontements entre armées rwandaise et ougandaise. Les échanges de tirs à l'arme lourde et légère font des centaines de victimes.

Faut-il voir dans les différents affrontements rwando-ougandais une «*difficulté de cohabitation sur le terrain entre deux armées*», comme le soutient Jacques Bihozagara, ambassadeur du Rwanda en Belgique<sup>66</sup>? Certainement. L'antagonisme Kazini-Ondekane (et ses alliés rwandais) ne fait pas de doute<sup>67</sup>. L'existence, localement, de cercles militaro-mafieux rwandais et ougandais, concurrents dans le pillage des ressources du Congo, est une évidence<sup>68</sup>. Mais ces éléments ne doivent pas occulter les divergences majeures qui existent entre les deux pays. Nous avons déjà commenté le ressentiment du Rwanda vis-à-vis de l'Ouganda lorsque ce dernier a favorisé l'émergence de Bemba et de son Mouvement de libération du Congo. De même, un scénario similaire se produit lors de l'éviction de Wamba du RCD: nous avons vu que le soutien manifeste dont il bénéficie alors de la part de l'Ouganda irrite considérablement le Rwanda et exacerbe dangereusement la tension. Au début du

<sup>64</sup> *The New Times*, 17-23 May 1999.

<sup>65</sup> *The Monitor*, 7 June 1999.

<sup>66</sup> *La Libre Belgique*, 25 janvier 2000.

<sup>67</sup> Les règlements de compte dans les médias se poursuivent. Dans *The New Times* du 16-22 août, le titre de la une est sans ambiguïté: «*Kazini Is a Colonialist*». L'hebdomadaire présente Kazini comme un «*tyran usant de méthodes staliniennes*», accusé par les habitants de Kisangani d'être à l'origine des violences dans la ville. Alexis Thambwe, responsable du département des Relations extérieures et de la Coopération au RCD-Ilunga, l'accuse d'être un «*affairiste*» (*La Libre Belgique*, 21-22 août 1999).

<sup>68</sup> Il est intéressant de constater que ces cercles recouvrent en partie ceux du pouvoir à Kigali et Kampala. Voir par exemple à ce sujet le *Daily Mail* du 14 janvier 1999.

mois de juillet, les velléités de Wamba de signer l'accord de paix de Lusaka est un *casus belli*. Immédiatement, Emile Ilunga annonce son refus de signer si le leader déchu du RCD est autorisé à le faire. Bizima Karaha, responsable du département de la Sécurité et des Renseignements au RCD-Ilunga, s'empare: «*[i]f Wamba dia Wamba is allowed to sign, it will be a violation of the ceasefire before it starts*»<sup>69</sup>. Bemba fait à son tour monter les enchères en déclarant qu'il n'apposera pas sa signature à moins que Wamba ne le fasse.

Au-delà de ce qui pourrait apparaître à première vue comme un problème interne au RCD se profile un contentieux majeur entre le Rwanda et l'Ouganda. Les déclarations de responsables des deux pays rendent bien compte de l'importance de cette question. Interrogé sur les efforts régionaux pour mettre fin au conflit au Congo, Patrick Mazimhaka<sup>70</sup> évoque directement la scission au sein de la direction du Rassemblement: «*[t]his would not be a problem if Prof Wamba dia Wamba did not insist on being the leader against the wishes of the Goma faction under Emile Ilunga*». A propos des affrontements du 7 août, il précise que «*[c]learly the shoot-out was an attempt to create the impression that Wamba is the leader of the RCD with his headquarters in Kisangani*». Et de stigmatiser l'Ouganda: «*I think Uganda is on a collision course with itself. You cannot support the resolutions in Lusaka, Dar-es-Salaam and Pretoria, then go ahead to support one faction (Wamba's)*». De son côté, Amama Mbabazi<sup>71</sup> réplique: «*[i]t's not a question of personality. It is a question of principles. So it is not that we support Wamba; we support right and oppose wrong always*»<sup>72</sup>.

A la lumière de ces propos, Wamba apparaît au centre de la querelle qui oppose les deux camps. Il n'en faut pas plus pour qu'il fasse l'objet d'une nouvelle tentative d'assassinat lors des combats de Kisangani. L'hôtel Wagenia, quartier général de Wamba et de ses alliés ougandais, est la cible d'intenses bombardements. Mais si le leader de la faction dissidente du RCD n'attire pas que des sympathies autour de sa personne, la seule volonté de l'éliminer n'est bien sûr pas la cause d'une telle explosion de violence. C'est une bataille pour le contrôle de la ville que se livrent Rwandais et Ougandais.

L'accord de Mweya<sup>73</sup>, signé le 17 août par Kagame et Museveni, met fin aux combats, mais la tension persiste entre les deux hommes. Le 22 août, ils se retrouvent à Rwakitura sans que les choses paraissent se régler pour autant. Devant le Parlement, le 30 août, Museveni affirme avoir prévenu Kagame que ses troupes sont prêtes à une

<sup>69</sup> Cité dans *The East African*, 12-18 July 1999.

<sup>70</sup> Ministre rwandais à la Présidence.

<sup>71</sup> Ministre ougandais chargé de la Coopération régionale.

<sup>72</sup> *The East African*, 16-22 August 1999. Les deux interviews sont réalisées juste avant les combats des 14-17 août. Après ceux-ci, Alexis Thambwe affirme qu'«*il ne faut plus parler de RCD-Kisangani [RCD-Wamba]*» (cité dans *La Libre Belgique*, 21-22 août 1999).

<sup>73</sup> Cet accord est reproduit en annexe.

guerre totale si elles subissent des provocations<sup>74</sup> de l'armée rwandaise au Congo: «*I made it clear to Kagame that he should adhere to the Mweya agreement. I told him that if Rwanda continued with its attacks, the UPDF would reply with promptness and a double-barreled lightning attack*». Imputant au Rwanda la responsabilité du déclenchement des hostilités, «*yet they knew it was dangerous, disastrous and risky for them*», il ajoute: «*[t]he difference between Uganda and Rwanda is that while Uganda wants to empower the Congolese, the RPA wants to dominate them*»<sup>75</sup>. Et de compléter le tableau en qualifiant l'armée rwandaise de jeune, naïve et inexpérimentée.

### 3.4. Vers une guerre ouverte?

Ces paroles donnent du crédit à l'opinion selon laquelle une guerre totale menace les deux pays. D'autres indices viennent confirmer que le problème ne se situe pas uniquement à un niveau personnel et local.

Alors que la tension demeure élevée à Kisangani, des troubles sont signalés dès le mois de septembre dans les territoires de Rutshuru et Lubero. Ils semblent avoir pour origine l'élection, par le RCD-Wamba, d'un nouveau gouverneur du Nord-Kivu, Kaisazira Mbaki, qui rivalise désormais avec Léonard Kanyamuhanga Gafundi, qui a l'appui du RCD-Ilunga. Comme ce fut le cas à Kisangani, les parrains rwandais et ougandais des deux factions amassent rapidement des troupes dans la province. Emile Ilunga affirme être «*déterminé*» à «*récupérer*», entre autres, la partie nord du Nord-Kivu. Et d'ajouter: «*[n]otre mouvement ne peut accepter la somalisation du pays, la création artificielle de provinces congolaises relève de la haute trahison*»<sup>76</sup>. Charles Muligande, secrétaire général du FPR, reconnaît qu'un «*télescopage est encore possible d'autant plus facilement que chacun dispose d'hommes armés*»<sup>77</sup>. Toutefois, la situation ne dégénère pas dans une confrontation majeure, comme cela s'est passé à Kisangani, et, si des incidents sont malgré tout signalés<sup>78</sup>, ils sont contenus et ne paraissent pas faire partie d'un plan d'attaque concerté de l'une ou l'autre partie.

Au début du mois de novembre, *Rwanda Newsline* annonce en titre: «*Rwanda 'Rejects' two Ugandan Envoy Designates*». D'après une source haut placée au Ministère ougandais des Affaires étrangères, le bimensuel affirme que la désignation

<sup>74</sup> Voir notamment *The Monitor*, 31 August 1999.

<sup>75</sup> Cité dans *The New Vision*, 31 August 1999.

<sup>76</sup> Cité par *Agence France Presse*, Rutshuru, 12 octobre 1999.

<sup>77</sup> *Rwanda Libération*, 20 novembre–20 décembre 1999.

<sup>78</sup> Des affrontements entre troupes ougandaises et rwandaises en octobre, dans la zone de Kanyabayonga, sont évoqués dans UN DHA IRIN, *Update n°803 on the Great Lakes*, 17 November 1999. D'autres sources mentionnent des escarmouches le long du fleuve Semliki (*Missionary Service News Agency*, République démocratique du Congo, 19 October 1999). Enfin, le 25 octobre, des échanges de tirs auraient causé la mort de plusieurs personnes à Nyakakoma, en bordure du lac Edouard –après une tentative rwandaise de désarmer une vedette rebelle (faction supportée par l'Ouganda).

de Joan Rwabyomere<sup>79</sup> et du capitaine Sam Kwiringira<sup>80</sup>, respectivement comme ambassadeur et premier secrétaire, n'est pas bien accueillie par le gouvernement rwandais. Les deux envoyés pourraient avoir été refusés, poursuit le journal, du fait de leur inexpérience et «*on grounds that they may not be capable of handling the fragile relationship between the two countries*». Si le porte-parole du Ministère rwandais des Affaires étrangères dément l'information, une source au sein de ce Ministère confirme, selon le journal, la soumission des deux noms et ajoute: «*they were not actually rejected but Rwanda requested for more names from which to select their choice*»<sup>81</sup>. Ce à quoi Amama Mbabazi rétorque: «*[i]t is not common for Uganda to send a list of names for another country to choose from*»<sup>82</sup>. Quelques jours plus tard, le Rwanda annonce la fermeture de dix de ses missions diplomatiques à l'étranger, dont celle de l'Ouganda. Pour le ministre ougandais de la Coopération régionale, «*it is not the right time to close that embassy, taking into account the recent unfortunate incidents which preceded the decision. [...] [C]losing the embassy is not advisable at the moment*»<sup>83</sup>.

Au même moment, le Rwanda interdit toute importation de denrées alimentaires en provenance de l'Ouganda. L'interdiction avait commencé par toucher le lait au début du mois d'octobre, avant de s'étendre au poisson et de finalement concerner toute importation de nourriture. D'après *The New Vision*, «*[o]fficials from Uganda Revenue Authority[...] suspect the matter to be political as their counterparts in Rwanda say the orders came from "very high up"*»<sup>84</sup>. Après une session de négociations de trois jours à Kigali, les délégations rwandaises et ougandaises ne parviennent pas à un accord<sup>85</sup>.

Il faut enfin mentionner la confusion régnant autour de la fermeture du consulat ougandais à Goma, annoncée le 24 mars 2000 par *The New Vision*. D'après Amama Mbabazi, cité par le journal, «*I am told our staff were given 12 hours by the authorities in Goma to close the consulate and leave. They were given the order on Wednesday evening and they left this (Thursday) morning. They are on their way to Kampala*». Le lendemain, réagissant à l'article du quotidien ougandais, Bizima Karaha déclare que «*[t]he consulate has never closed. Uganda is our ally and it will be strange to act that way*». «*If now they say it is open, then I cannot insist that the authorities there have closed it*», ajoute alors Amama Mbabazi<sup>86</sup>. Il semble que la fermeture est décidée suite aux facilités accordées par le consulat à deux délégations du Nord-Kivu pour rencontrer Museveni. D'après le journal, une délégation de 28

<sup>79</sup> Ancien responsable adjoint de l'*External Security Organisation*.

<sup>80</sup> Ancien directeur des opérations à l'*Internal Security Organisation*.

<sup>81</sup> *Rwanda Newslite*, 1-15 November 1999.

<sup>82</sup> *The New Vision*, 6 November 1999.

<sup>83</sup> Cité par *Rwanda News Agency*, 9 November 1999.

<sup>84</sup> *The New Vision*, 7 November 1999.

<sup>85</sup> *Panafrican News Agency*, Kigali, 3 December 1999.

<sup>86</sup> Cités par *The New Vision*, 25 March 2000.

personnes emmenée par le vice-gouverneur de la province a rencontré le président ougandais en décembre, tandis qu'une autre se rendait en février dans le pays.

D'autres indices plaident en revanche en faveur d'un apaisement de la tension entre les deux pays. Il s'agit essentiellement de la tentative de rapprochement entre factions rebelles, du changement intervenu dans le commandement militaire à Kisangani et de la division de la partie occupée du Congo en zones d'influence rwandaise et ougandaise. Après une tentative interrompue par les affrontements du mois d'août à Kisangani, les discussions en vue de l'unification des trois mouvements rebelles reprennent en décembre à Kabale. Elles aboutissent à la signature, le 21 décembre, d'un accord instituant un front commun. Quant au commandement militaire, le redéploiement de James Kazini, côté ougandais, et de Patrick Nyumvumba et James Kabarebe, en charge des opérations pour l'APR, intervient au mois d'octobre. Fin septembre à Kampala et en octobre à Kigali, deux sessions de négociations sont organisées. Celles-ci réunissent des représentants civils et militaires des deux pays, et précèdent une rencontre entre Museveni et Bizimungu, le 8 novembre à Kabale. *De facto*, la partie occupée du Congo est progressivement divisée en zones d'influence. Charles Muligande, qui emmène la délégation rwandaise lors de ces pourparlers, reconnaît à propos du Nord-Kivu qu'il y a un accord «*sur le fait que chaque Gouverneur devra respecter les limites territoriales à ne pas franchir*»<sup>87</sup>. Fin novembre, *The New Vision* annonce la reprise de patrouilles rwando-ougandaises en territoire de Rutshuru, au niveau de la frontière entre les trois pays.

#### 4. CONCLUSION

L'expression du chroniqueur ougandais citée en introduction, selon laquelle "l'impossible" s'est produit à Kisangani, ne s'applique pas aux événements du mois d'août 1999. Cette bataille est précédée de nombreux accrochages et provocations, souvent violents, et ne constitue en rien un incident de parcours isolé; elle n'est pas non plus le résultat de confusion ou de malentendus entre armées. Les points de friction entre le Rwanda et l'Ouganda sont multiples. Nous avons particulièrement mis en lumière le différend politique et stratégique qui oppose les deux pays. Latentes pendant la première guerre, ces divergences s'expriment verbalement et militairement dès le début de la seconde guerre. Très vite, Kagame et Museveni se positionnent en fonction de leur choix politique propre. Chacun choisit son camp et fait sa guerre. Le contentieux entre les deux pays s'inscrit au plus haut niveau, entre Kagame et Museveni, dont les relations sont minées par un différend psycho-politique non résolu. Les deux protagonistes se doivent de le reconnaître et rétablir entre eux un dialogue interrompu au lendemain de la bataille de Kisangani. A défaut, la dynamique enclenchée peut rapidement s'avérer incontrôlable, attisée par certains cercles au sein de deux armées qui ne s'apprécient guère.

---

<sup>87</sup> *Rwanda Libération*, 20 novembre–20 décembre 1999.



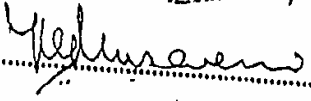
Bruxelles, le 25 mars 2000

MEETING BETWEEN H.E. PRESIDENT MUSEVENI AND H.E. VICE  
PRESIDENT KAGAME AT MWEYA LODGE ON 17 AUGUST, 1999

1. Cease-fire on all positions at exactly 1200 hrs (Uganda time). Any officer who violates this, will be court-martialled;
2. At 1300 hrs (Uganda time), two designated liaison officers from each side to meet at an agreed place. All ambushes on the way to the meeting place to be lifted immediately.
3. At 1500 hrs (Uganda time) free, uninterrupted movement of logistics i.e. food, ammunition, fuel, drugs as well as evacuation of casualties. This does not include combat troops. Liaison officers and their seniors to ensure full implementation of this.
4. At 1800 hrs (Uganda time) Brigadier Kazini to report to President Museveni and Colonel Kabareebe to Vice President Kagame regarding full compliance;
5. Tomorrow, 18 August, Major-General Jeje Odongo and Brigadier Kayumba, travelling in the same plane, to take control of the situation in Kisangani.
6. No more verbal battles in the media by officials of either side.

DISCUSSED and AGREED at 1015 hrs (Uganda time) between Presiden  
Yoweri Kaguta Museveni and Vice President Kagame

SIGNED:.....

SIGNED:.....

DATE: 17 AUGUST 1999

---